

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ROBERT JARRY

Recherches statistiques sur le salaire vital de la famille en France

Journal de la société statistique de Paris, tome 80 (1939), p. 225-247

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1939__80__225_0

© Société de statistique de Paris, 1939, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N^{os} 8-9. — AOUT-SEPTEMBRE 1939

I

RECHERCHES STATISTIQUES

SUR LE SALAIRE VITAL DE LA FAMILLE

EN FRANCE ⁽¹⁾

RÉSUMÉ. — I. — *Le vrai et unique domaine d'application de l'indice de cherté de vie de la S. G. F. est celui de la recherche historique.*

Au cours de la période 1936-1938, le jeu des conventions collectives de salaires et des arbitrages a introduit systématiquement « l'indice de cherté de vie de la Statistique Générale de la France » dans la détermination des salaires des ouvriers et ouvrières de chaque entreprise.

Il y a peut-être eu là une confusion d'idées.

Tout d'abord une idée juste : on se proposait de pratiquer une politique de prix élevés dont on espérait des effets heureux à longue échéance; il était souhaitable que la première étape de cette politique fût un relèvement des salaires de ceux qui, ne disposant pas de réserves, allaient se trouver devant des denrées alimentaires de plus en plus chères.

Par contre, une notion fautive s'est glissée comme moyen d'exécution de cette politique : à chaque arbitrage (2), on a admis implicitement le principe que le rapport entre l'ancien salaire et le nouveau n'avait qu'à être le même que le rapport entre « l'indice de cherté de vie » de la période précédente, et celui de la période nouvelle.

Or, cet indice, s'il a des applications possibles à certaines études de statis-

(1) Communication faite à la Société de Statistique le 15 février 1939.

(2) Il faut en excepter ceux rendus par certains arbitres qui, à l'exemple de M. William Oualid, ont affecté une partie de l'augmentation de salaires au relèvement des allocations familiales.

tique historique, n'est pas construit pour des applications de politique sociale : il a été établi, pour d'autres fins, par la Statistique Générale de la France.

Qu'est-ce, en effet, que « l'indice de cherté de vie de la Statistique Générale de la France » ?

Dans les travaux que publie le *Bulletin* de la Statistique Générale de la France, il faut distinguer deux parties, des renseignements *de fait*, sur les mouvements et les prix des marchandises par exemple, et des renseignements d'*interprétation* sur lesquels il faut faire les plus expresses réserves lorsqu'ils se trouvent détournés de l'objet initial qu'ils visaient : l'indice de cherté de vie de la S. G. F. appartient à cette dernière catégorie.

D'une part, donc, la S. G. F. recueille auprès des Bourses de Commerce, des grands magasins, des économats d'établissements d'enseignement, etc..., des renseignements périodiques sur les prix des denrées : prix du kilo de pain, du kilo de beurre, du kilo de sel, etc. Ce sont là des *renseignements de fait*.

Mais tous ces prix varient d'un jour à l'autre, ou plutôt d'un mois à l'autre. Devant ces variations, deux attitudes sont possibles : l'une, qui sera la nôtre dans la fin de cet exposé, consiste à prendre ces variations comme un fait, sans chercher à les expliquer ni surtout à les prophétiser ; et à trouver des procédés de calcul destinés à maintenir à chaque époque le pouvoir d'achat permettant à chaque famille de subsister.

C'est à une toute autre préoccupation, à une toute autre attitude, qu'a correspondu en son temps l'établissement, puis la publication régulière de « l'indice de cherté de vie » de la S. G. F. Et la dénomination réelle de ce rapport sans dimension devrait être la suivante : « rapport (entre 1938 et 1914 ou 1930 pris comme année de base) des dépenses d'une famille fictive de quatre personnes qui, à chacune de ces deux époques, aurait réparti ses dépenses de la façon suivante :

10 % pour son loyer,
5 % pour son chauffage et son éclairage,
15 % pour son habillement,
10 % pour ses dépenses diverses,
60 % pour sa nourriture. »

Devant les variations des prix des denrées, l'attitude de l'économiste est en effet de rechercher une corrélation entre ces variations et celles d'autres phénomènes, de caractère commercial, financier ou fiscal. C'est en faisant de tels rapprochements qu'il espère découvrir une forme modernisée de la théorie quantitative de la monnaie, ou une forme définitive de la théorie des crises économiques.

Le modèle d'une telle étude est celle qu'a effectuée le regretté professeur Simiand sur le mouvement des salaires moyens des mineurs du Nord, et sa corrélation avec le niveau des prix des denrées dans cette région. Pour une telle étude, il ne suffisait pas de connaître le prix du kilo de chaque denrée ; mais l'importance à attribuer à chacun de ces prix devait être proportionnée à l'ensemble de la quantité consommée par la population ouvrière étudiée.

Un premier moyen de « pondérer » cette importance relative de chacun de ces prix, aurait été d'analyser la dépense de chaque famille de 1, 2, 4, 6 personnes, et de multiplier le prix du kilo de pain par la somme des quantités de

pain consommées chaque jour dans chaque famille; de faire la même chose pour la viande, le lait, le sucre, etc...

Pour éviter de se lancer dans un tel dépouillement exigeant une enquête si détaillée sur un passé devenu inaccessible, on emploie, dans les recherches d'histoire économique, une simplification de calcul commode, évitant l'enquête à faire, famille par famille, mais qui n'est qu'une approximation et « *qui n'est en réalité valable que pour l'objet poursuivi* ». Simiand substitue par la pensée, à chaque famille de mineurs essentiellement variable dans sa composition, une famille de quatre personnes; il sait, en effet, que, dans la période historique qu'il a étudiée, la population française est restée stationnaire, ce qui correspond approximativement au remplacement de deux parents par deux enfants à chaque génération. Comme il s'agit par un recensement d'obtenir un chiffre global, il est indifférent de mettre fictivement à la charge des ménages sans enfants, des enfants empruntés à des familles ayant 3, 4 enfants et plus. Le volume global de chaque denrée consommée ne change pas par la substitution fictive, comme payeur de cette denrée, d'un chef de famille autre que le chef de famille réel. Et comme le but recherché par l'étude de Simiand est de calculer la valeur totale des denrées consommées dans la période du passé qu'il étudie, et pour l'ensemble de la population ouvrière des mines du Nord, ce procédé de calcul est assez correct. Mais, répétons-le, il n'est correct que parce qu'il s'agit d'une étude statistique d'une période du passé, et non pas de l'étude morale de la répartition des salaires devant assurer dans l'avenir la subsistance de chaque famille.

C'est aux fins de cette étude statistique du passé, qu'est établi périodiquement par la Statistique Générale de la France « l'indice de cherté de vie » d'une famille fictive de quatre personnes dépensant par définition :

10 % pour son loyer,
5 % pour son chauffage et son éclairage,
15 % pour son habillement,
10 % pour ses dépenses diverses,
60 % pour son alimentation.

Est-ce à dire qu'un tel indice, qui a le caractère d'un procédé de calcul des dépenses moyennes d'une population globale, soit en quelque sorte réversible et propre à déterminer le salaire personnel de chaque membre actif de cette population? Et ceci sans tenir compte des cohabitations de tels et tels de ces membres, ni du nombre de personnes à leur charge? Absolument pas. Il est facile de le montrer par un exemple.

II. — Rentes différentielles par tête, dans une même profession, en période de hausse des prix.

TABEAU I.

	COMPOSITION de la famille	NOMBRE de travailleurs dans cette famille	SPÉCIALITÉ ou qualification	SITUATION AU 4 ^e TRIMESTRE 1937			SITUATION AU 4 ^e TRIMESTRE 1936			VARIATION du poste — Reste pour dépenses autres qu'alimentaires	NOMBRE DE TÊTES dans la famille	VARIATION par tête, en 1 an, du poste « Reste pour autres dépenses »
				Salaires reçus + Allocations famil.	Dépenses nécessaires de subsistance alimentaire	Reste pour autres dépenses	Salaires + alloc. fam.	Dép. necess. de subsist. alim.	« Reste pour autres dépenses »			
				(a)	(b)	(c = a - b)	(a')	(b')	(c' = a' - b')	(d = c - c')	f	g = d : f
1 ^{er} cas	Mari, femme, 3 enfants en bas âge.	1 (mari)	Mancœuvre spécialisée (metal - lurgie de la région paris.).	19.200 + 1.800 21.000	11.000	10.000	13.600 + 1.800 15.400	9.100	6.300	3.700	5	740
2 ^e cas	Mari, femme (pas d'enfant).	1 (mari)	Id.	19.200	5.500	13.700	13.600	4.500	8.100	5.600	2	2.800
3 ^e cas	Mari, femme (pas d'enfant).	2 (mari / femme)	Id.	19.200 13.200 32.400	5.500	26.900	13.600 9.400 23.000	4.500	18.500	8.400	2	4.200
4 ^e cas	Célibataire (homme).	1	Id.	19.200	2.750	16.450	13.600	2.250	11.450	5.000	1	5.000
5 ^e cas	Célibataire (femme).		Id.	13.200	2.750	10.450	9.400	2.250	7.150	3.300	1	3.300

Dans le tableau ci-dessus, et en nous basant sur le budget réel de jeunes femmes d'ouvriers, bonnes ménagères (anciennes élèves de l'École ménagère de la Caisse de compensation de la région parisienne), nous avons mis en évidence les chiffres suivants :

1^o Colonnes *b* et *b'* : part du salaire à affecter à la nourriture de la famille, à un an de distance;

2^o Colonnes *c* et *c'* : reliquat de salaire pouvant être affecté à d'autres postes de dépenses que la nourriture;

3^o Colonne *d* : augmentation du reliquat (*c*) entre décembre 1936 et décembre 1937. Cette augmentation est utilisable à faire face aux augmentations de denrées autres qu'alimentaires.

4^o Colonne *g* : l'augmentation précédente, divisée par le nombre de personnes à loger, à vêtir, à chauffer et à entretenir dans chaque famille.

On voit de quelle « rente » importante bénéficient les différentes formes de familles, plus économiques à nourrir que la « famille fictive » de quatre personnes. On devine, par contre, quelles privations croissantes sont celles des jeunes ouvrières mères de familles.

Grosso modo, le ménage sans enfants (où les deux époux travaillent comme manœuvres spécialisés) pourrait vivre au même niveau qu'en décembre 1936 avec 23.000 ou 24.000 francs : il en reçoit plus de 32.000. Le ménage qui a trois enfants en bas âge, et dont la mère doit s'occuper, reçoit 21.000 francs. Il lui en faudrait 30.000 pour ne pas compromettre sa santé par des privations répétées.

Dès lors, la morale de fait que les institutions imposent pratiquement à l'individu fonctionne à contresens sur le jeune ouvrier au stade où il est manœuvre spécialisé. Va-t-il apprendre un métier de professionnel? Il a la perspective, après plusieurs années de travail persévérant, de gagner 0,94 à 1,51 de plus par heure qu'en restant manœuvre (1).

Va-t-il, au contraire, rester manœuvre : il en sera tenté s'il constate que, déduction faite de la part de son salaire correspondant à sa subsistance, il a reçu en une seule année (janvier 1937 à janvier 1938), 5.000 francs d'augmentation effective de pouvoir d'achat, soit 2,50 de l'heure, le double de la différence qu'il y a entre le salaire d'une manœuvre spécialisé et celui d'un professionnel (tableau I, colonne g, avant-dernière ligne).

Par un simple effet de masse, et par l'application malheureuse à des cas *individuels* de « l'indice de la famille fictive de quatre personnes », le manœuvre, peu chargé de famille, a obtenu en un ou deux ans, des augmentations de standard de vie supérieures à celles qu'un spécialiste mieux doué ou plus soucieux de se perfectionner, en tout cas plus utile à la communauté, met habituellement des années à mériter. Autrement dit, il reçoit une rente de masse, supérieure à l'augmentation qu'il pourrait gagner personnellement à se perfectionner techniquement.

Pendant ce temps, les familles ouvrières doivent éviter les enfants sous peine de mourir de faim, et les sanatoria se peuplent de jeunes mères épuisées par des privations qui commencent avec le deuxième enfant. On est tenté de dire que le jeune ouvrier, la jeune ouvrière sont condamnés, sous peine de famine, à faire en sorte de ne pas avoir d'enfants. Les rares enfants qui naissent sont destinés à payer en impôts l'intérêt des emprunts par lesquels a pu se distribuer un pouvoir d'achat fictif à des célibataires indifférents et irresponsables qui n'ont qu'à se laisser vivre.

* * *

Par ailleurs, l'ambition et l'émulation des exécutants sont les éléments de succès de toute entreprise à créer; et nul ne peut exercer son esprit d'entreprise s'il ne lui est pas permis de faire jouer cette émulation.

Il y a cependant une limite à ce jeu de la concurrence sur la rémunération des exécutants, limite déjà franchie dans l'hiver 1935-1936 et qui, suivant la composition des familles ouvrières en cause, est encore chaque jour franchie aujourd'hui : cette limite est celle du minimum nécessaire à l'entretien de la vie et de la santé.

Peut-on, sans compliquer à l'excès le fonctionnement de l'organisme social, fixer pour chaque famille la frontière entre ces deux domaines, le domaine où son droit à l'existence est incontestable et d'autre part le domaine où son droit

(1) Extrait des salaires horaires moyens du groupement des Industries métallurgiques de la région parisienne (Bulletin S. G. F., tome XXVII, fasc. II, page 245) :

	4 ^e trim. 1936	4 ^e trim. 1937
Professionnel.	7,89	11,31
Manœuvre spécialisé	6,95	9,80
Différence.	0,94	1,51

à une élévation de standard de vie a pour contrepartie nécessaire, dans un État solidement assis, un apport personnel de bonne volonté, d'initiative, d'ardeur dont l'appréciation ne peut être confiée qu'au chef d'entreprise ou déléguée par lui à qui en est digne?

Est-il possible de concevoir un indice qui soit spécialement établi en vue de résoudre le problème d'équité qui se pose lorsque l'on veut éviter à la famille ouvrière d'être la première victime des fluctuations de la politique? Est-il possible d'exclure la famine des sanctions courantes de la vie industrielle?

Et tout en résolvant ce premier problème, est-il possible de ne pas perdre de vue qu'il faut faire renaître, dans chaque entreprise, cette joyeuse émulation qui exige, comme l'a dit M. William Oualid, « que l'on puisse observer entre les salaires l'écart nécessaire pour que la valeur professionnelle ou les qualités personnelles aient une rétribution suffisante pour ne point détourner de besoins difficiles ou de responsabilités ceux qui peuvent le mieux les remplir »?

Voici dans quel sens nous croyons possible de résoudre équitablement ce double problème de méthode.

III. — *La subsistance alimentaire de la famille est une question nationale. Le salaire complémentaire de chaque travailleur est une question de commandement dans l'entreprise, et de « fair play » entre les entreprises concurrentes.*

Le problème du salaire dans l'organisation de l'usine moderne exige de pouvoir être traité par parties. Chaque partie exige en effet, pour être traitée et bien traitée, une formation spécialisée différente.

Ainsi, le médecin, aidé de l'assistante sociale, s'appuyant sur les travaux des hygiénistes ayant étudié les besoins alimentaires particuliers à chaque profession, à chaque état de santé, serait en mesure aujourd'hui de définir le régime alimentaire nécessaire à telle ou telle famille.

Pour transformer ce régime, défini en kilos d'aliments, en un budget défini en argent, il faut qu'un deuxième spécialiste fréquente les marchés, se tienne au courant des prix et s'assure même par des prélèvements que les aliments auxquels se rapportent ces prix sont bien de la qualité à laquelle s'est rapporté l'hygiéniste.

La collaboration de ces deux ordres de spécialités sera l'objet exclusif de la suite de notre étude. Mais il est bien évident que la formation spéciale du médecin ou de l'acheteur de denrées alimentaires n'est pas celle qui convient pour juger quelle prime, quelle dignité supplémentaire d'existence doit récompenser l'attitude totale du travailleur en présence d'une certaine tâche qui varie d'un métier à l'autre, et pour laquelle les moyens d'action varient d'une entreprise à l'autre : la détermination de cette prime, de ce salaire complémentaire d'émulation fait l'objet d'un autre ordre de spécialisation, soit que le chef d'atelier en assume seul la responsabilité, soit qu'il se trouve aidé ou guidé dans cette tâche par des services spécialisés, internes à l'entreprise ou à la profession.

Dans le présent exposé, on a donc admis une division en deux parties du salaire :

— une première partie correspondant aux dépenses de nourriture néces-

saires, mais juste suffisantes à la subsistance et au développement physique normal de tous les membres de la famille (eu égard à l'état de santé et au genre de travail de chacun de ceux-ci);

— une deuxième partie correspondant aux dépenses de vêtement, d'habitation, de loisir, etc... par lesquels se définit extérieurement le standing d'existence.

L'intérêt de cette division apparaîtra mieux plus loin, quand nous aurons montré que les prix des denrées nécessaires à la subsistance obéissent en France à des lois très simples; et que ce fait permet de construire un système d'échelle mobile ne paraissant pouvoir prêter à aucune contestation.

Au contraire, la part du salaire qui dépasse le minimum vital n'a pas de mesure objective concevable. Elle a pour but, en effet, de rémunérer des services très différents et très complexes touchant la quantité produite, la qualité du travail, le soin avec lequel le matériel est utilisé, la responsabilité encourue, l'ancienneté de l'intéressé dans sa fonction, son expérience, ses études et apprentissages antérieurs, son caractère, etc... De cette deuxième partie, nous ne dirons rien, sinon qu'il nous semble que la moyenne pour l'ensemble du personnel devra se trouver la même dans deux usines concurrentes, et protégée par la puissance publique, ou par une organisation professionnelle susceptible de parler en son nom. Quant à l'échelle de salaires créant l'émulation dans l'usine, il ne semble pas que, par le mode de recrutement actuel de ses agents, la puissance publique soit bien placée pour intervenir sur elle.

Cette part du salaire, qui dépasse le minimum vital, demande à être débattue dans une atmosphère claire et loyale. Cette clarté et cette loyauté seront d'autant mieux assurées que le minimum vital de la famille de l'intéressé aura auparavant été mis hors de cause : par exemple, par un salaire familial de subsistance, à échelle mobile automatique, et qu'il y aurait un intérêt moral à considérer de plus en plus, — sauf en cas de faute grave ou d'indolence reconnue, — comme appartenant en propre à l'intéressé, même pendant des périodes de mutation pour manque de travail.

* * *

Dans ce qui suit, on ne parlera que de la première partie du salaire, salaire de subsistance destiné à correspondre à la charge normale des dépenses de nourriture de la famille considérée.

Le problème pratique qu'on s'est efforcé de résoudre peut s'énoncer ainsi :

Soit le contenu du panier de provisions renfermant la nourriture indispensable d'une famille pendant une semaine de sept jours. Peut-on exprimer la valeur de ce contenu par un produit de deux nombres :

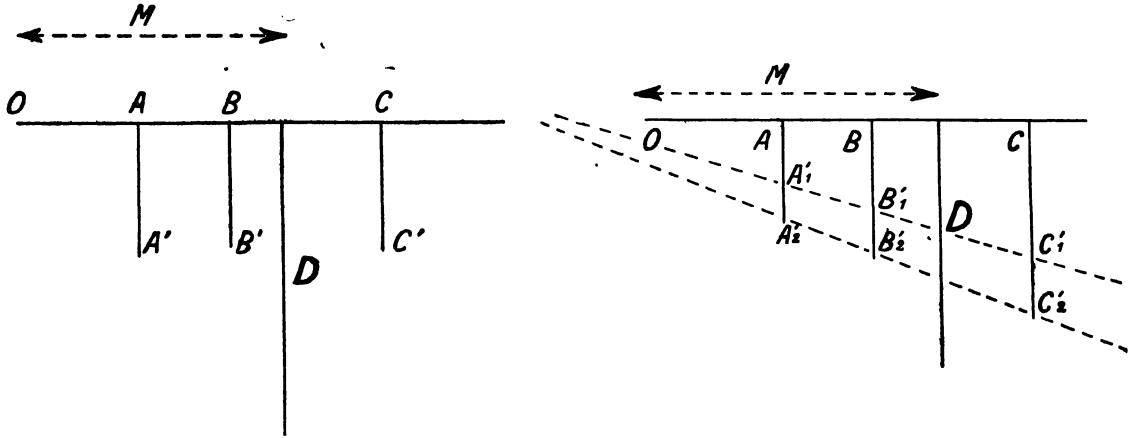
— l'un de ces nombres caractérisant le marché local pour *toutes* les familles qui s'y approvisionnent; nous appellerons ce premier nombre « *l'indice diététique du marché de...* à la date du... »;

— l'autre nombre caractérisant une certaine famille quant à ses besoins physiologiques de subsistance, et cela quel que soit le marché sur lequel elle s'approvisionne : ce deuxième nombre (qui ne se modifie pas si cette famille change de ville) sera baptisé « *son module familial* ».

Donnons une image mécanique de ce problème. Représentons chaque poids

de denrée par une longueur OA à partir du même point O ; et représentons chaque prix par une force AA' appliquée au bout de ce bras de levier et représentant des francs par kilogramme.

On peut remplacer ce système de forces par une force unique D , appliquée à une distance M du point O .



Dans le cas que nous considérons, chaque longueur telle que OA varie d'une famille à l'autre, et chaque force telle que AA' varie d'une denrée à l'autre. Si bien que les valeurs de M et de D dépendent à la fois des grandeurs telles que OA et des grandeurs telles que AA' .

Nous avons trouvé toutefois qu'en divisant chaque prix de denrée par un diviseur qui exprime numériquement la qualité alimentaire du kilo de cette denrée (teneur en protéine et en glucides), on obtient un nouveau système de prix qui ont la propriété de varier proportionnellement d'une époque à l'autre. La somme arithmétique de ces prix corrigés devient un indice, — *indice diététique*, — caractérisant le marché et indépendant des familles en cause. Le bras de levier, M ou *module familial* ne dépend plus, lui, que des caractéristiques médicales et biologiques de la famille considérée, à l'exclusion de toute espèce de question de prix.

L'interprétation de ce résultat en langage administratif conduit à poser que l'on est en droit de définir objectivement un salaire d'entretien applicable à chaque famille, mais résultant de l'activité de services spécialisés travaillant indépendamment : les uns chargés d'enquête sur les prix, et de prélèvements sur les denrées correspondantes; les autres analysant ces prélèvements pour déterminer leur qualité alimentaire et le diviseur correspondant; d'autres encore, qui existent déjà, suivant et orientant l'hygiène alimentaire de chaque famille dont les besoins seraient traduits sous la forme d'un régime type.

Dans les épreuves 2 et 3, on a traité l'exemple d'une famille de cinq personnes (régime donné par la directrice de l'École ménagère de la Caisse de compensation de la région parisienne); pour laisser toute sa clarté à cet exemple, on a réduit à six articles fondamentaux (pain, riz, sucre, pomme de terre, viande de bœuf, lait) les éléments de l'indice diététique (1).

(1) Pendant la période de 1930 à 1937, l'indice ainsi calculé reste compris entre 1,24 et 1,38 fois celui calculé, pour l'époque correspondante, par M. Alfred Sauvy, de la Statistique Générale de la France, à l'aide d'éléments statistiques.

IV. — *Construction des indices et modules relatifs à six articles, d'après les données existantes sur le salaire d'entretien (nutritif seulement) nécessaire à la famille ouvrière.*

Les données à utiliser sont actuellement groupées sous deux rubriques.

D'une part, le prix des denrées.

D'autre part, les régimes alimentaires.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous croyons que le salaire familial de nutrition sera d'autant plus équitable qu'on fera appel aux données même du problème à résoudre; c'est-à-dire les prix pratiqués dans le quartier même ou dans la coopérative de l'usine; le régime alimentaire défini par le médecin traitant, par l'infirmière visiteuse de la famille à rémunérer.

En première approximation, et surtout dans le but de montrer un exemple de calcul, nous utiliserons les prix de détail donnés par le *Bulletin* de la Statistique Générale de la France pour la région parisienne. Et nous utiliserons des régimes types donnés les uns par l'École d'enseignement ménager de la Caisse de compensation de la région parisienne; les autres par le rapport sur les bases physiologiques de l'alimentation, présenté par la Commission technique du Comité d'hygiène (Société des Nations, réunion de Londres, 25-29 nov. 1935).

L'hypothèse de travail qui nous a guidé dans ce qui va suivre est la suivante :

L'expérience des physiologistes qui se sont succédés depuis Rübner nous apprend que le régime alimentaire varie d'un pays à l'autre suivant une tradition empirique qui n'est autre chose qu'une expérimentation millénaire, passée dans les mœurs. De cette expérimentation résultent, sur les prix des aliments substituables les uns aux autres, deux pesées antagonistes, et qui tendent à s'équilibrer : celle du consommateur et celle de l'entreprise de conserves et de pâtes alimentaires; il n'y aura pas de demande pour de la viande de bœuf à 30 francs le kilo, si les œufs frais se mettent à valoir deux sous pièce. Chaque initiative technique ou commerciale est donc surveillée par la concurrence, et corrigée par une coalition d'intérêts qui aboutit à une réglementation, à une taxe ou à un droit de douane. Dans la mesure où les institutions politiques permettent le jeu de ces coalitions et de ces confrontations d'intérêts permanents, il doit donc exister entre les prix des marchandises de qualités alimentaires voisines des liaisons sur le détail du mécanisme desquelles nous reviendrons, mais où on doit retrouver l'image des équivalences que son livre de cuisine et son médecin ont signalées à la ménagère qui fait son marché; et où doivent aussi se refléter les possibilités d'arbitrage, réservées à chaque producteur ou transformateur de denrées alimentaires, entre les secteurs du marché intérieur.

Parmi ces équivalences, l'une est aujourd'hui bien connue : Les hommes ont besoin de consommer en moyenne 1 gramme de protides (éléments nutritifs azotés) pour 5 grammes de glucides (hydrates de carbone).

Nous avons cherché à mettre en évidence cette importance relative des protides et des glucides en corrigeant le prix usuel du kilo de pain ou du kilo de viande par un « facteur diététique » que nous allons définir. Et nous avons eu

la surprise de constater que les prix fictifs (nous les appellerons pour abrégé « prix diététiques »), obtenus en multipliant chaque prix usuel par le facteur diététique correspondant, *restaient dans des rapports constants* pour une population de tradition alimentaire solidement ancrée, comme la nôtre. Cette propriété, intrinsèque sans doute au régime de l'offre et de la demande, sous la tutelle d'institutions politiques représentatives, permet de concevoir l'application pratique d'un salaire divisé en deux :

- un salaire protégé, salaire de subsistance minimum, traduisant le droit à l'existence,
- et un salaire alloué, salaire d'émulation, correspondant au devoir plus ou moins bien rempli par chacun, de servir et de collaborer.

Voici le détail de cette conception.

Définition du facteur diététique d'une denrée alimentaire.

Considérons (fig. 1) deux axes de coordonnées rectangulaires O P et O G.

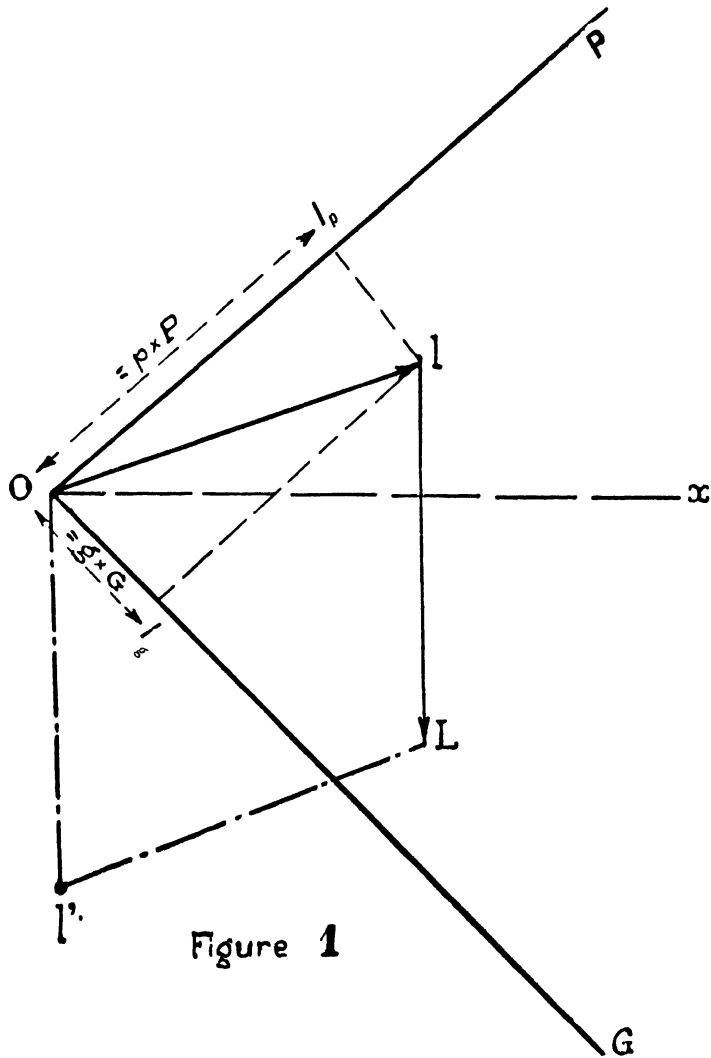


Figure 1

Sur O P, nous portons des grammes de protides, à l'échelle de 50 mm. pour 1.000 grammes de protides. Nous poserons :

$$p = \frac{50}{1.000}$$

Sur O G, nous porterons des grammes de glucides, à l'échelle de 10 mm pour 1.000 grammes de glucides. Nous poserons :

$$g = \frac{10}{1.000}$$

Sur le plan de figure, nous nous astreindrons :

1° A représenter *un poids* de denrées contenant P grammes de protides et G grammes de glucides par un vecteur ayant pour projection sur O P une longueur de $p \times P$ mm et sur O G une longueur de $g \times G$ mm.

2° A représenter *la valeur* de ce poids de denrée par l'aire d'un parallélogramme ayant pour premier côté le vecteur défini ci-dessus; ayant son deuxième côté perpendiculaire à la bissectrice *ox* de l'angle P O G; et ayant une surface proportionnelle à la valeur en francs, V, de ce poids de denrées.

On conviendra de représenter une valeur de 1 franc par 100 mm² et on posera :

$$f^2 = 100$$

Exemple. — 1 kilo de lait de vache contient :

$$\begin{aligned} P &= 32 \text{ grammes de protides,} \\ \text{et } G &= 48 \text{ grammes de glucides,} \\ \text{Il coûte} &= 2 \text{ francs le kilo au mois de janvier 1938.} \end{aligned}$$

On fera les constructions suivantes : (fig. 1)

On portera :

$$\begin{aligned} Ol_p &= p \times P = \frac{50}{1.000} \cdot 32 = \frac{1.600}{1.000} \text{ mm} \\ Ol_g &= g \times G = \frac{10}{1.000} \cdot 48 = \frac{480}{1.000} \text{ mm} \end{aligned}$$

Le vecteur \overline{Ol} , ayant pour projections Ol_p et Ol_g représentera par convention 1 kilo de lait.

Le parallélogramme $Ol Ll'$, ayant pour surface :

$$f^2 \times V = 100 \times 2 \text{ mm}^2$$

représentera par convention la valeur de 1 kilo de lait.

Le vecteur lL , perpendiculaire à la bissectrice Ox , s'appellera par convention *le prix diététique de 1 kilo de lait*.

On appellera par convention :

— *facteur diététique* de la denrée « lait », le rapport du vecteur lL (mesuré en mm.) au prix, en francs, du kilo de lait.

On s'assurera sans peine que le facteur diététique d'un poids de denrée

quelconque, contenant P grammes de protides et G grammes de glucides a pour expression :

$$\text{facteur diététique} = \frac{\sqrt{2} \cdot f^2}{p \cdot P + g \cdot G}$$

Si l'on met en facteur $\frac{\sqrt{2} f^2}{g}$ et en remarquant qu'on s'astreindra à choisir toujours les échelles de façon que :

$$p = 5 g,$$

on trouve :

$$\text{facteur diététique} = \frac{f^2 \sqrt{2}}{g} \times \frac{1}{5P + G}$$

Le tableau II donne le calcul détaillé du facteur diététique de six denrées alimentaires fondamentales.

TABLEAU II
Calcul de six coefficients diététiques.

	SUCRE	POMME de terre	RIZ	PAIN de froment	LAIT	VIANDE de bœuf		
<i>Contentions graphiques adoptées.</i> 1.000 gr. de protides $\left\{ \begin{array}{l} \text{sont} \\ \text{représentés} \end{array} \right\}$ 50 mm. sur l'axe Op. par	Protides par kilo. Varie de	0	11	63	69	31	190	
	à	0	21	102	92	33	200	
	Chiffre adopté pour l'épure P =	0	13	80	80	32	200	
D'où $p = \frac{50}{1\ 000}$ pour P exprime en grammes.	Glucides par kilo. Varie de		147	727	527	47	0	
	à		210	800	570	49	0	
	Chiffre adopté pour l'épure G =	1.000	150	765	550	48	0	
1.000 gr. de glucides $\left\{ \begin{array}{l} \text{sont} \\ \text{représentés} \end{array} \right\}$ 10 mm. sur l'axe Og. par	Calcul de :	$p \cdot P =$	0	0,650	4,000	4,000	1,600	10
	$\frac{A D}{V} = \frac{\sqrt{2} f^2}{p \cdot P + g \cdot G}$	$g \cdot G =$	10	1,500	7,650	5,500	0,480	0
		$p P + g \cdot G =$	10	2,150	11,650	9,500	2,080	10
D'où $g = \frac{10}{1\ 000}$ pour G en grammes.		$\frac{A D}{V} =$	14,14	65,80	12,15	14,90	68	14,14
1 valeur de 1 franc $\left\{ \begin{array}{l} \text{est} \\ \text{représentée} \end{array} \right\}$ 100 mm ² . par								
D'où $f^2 = 100$ et $\sqrt{2} f^2 = 141,4$.								

VII. — Définition de la caractéristique d'entretien alimentaire d'un individu ou d'un groupe.

Considérons (fig. 2) un individu, une famille ou en général un groupe quelconque dont le régime alimentaire d'entretien est défini pour une semaine par un système de vecteurs tels que Ol; soit par exemple, en se bornant à six articles pour simplifier :

- 2 kilos de sucre représentés par le vecteur Os,
- 17 kilos de pommes de terre représentés par le vecteur Ot,
- 5 kilos de riz représentés par le vecteur Or,
- 19 kilos de pain représentés par le vecteur Op,
- 10 litres de lait représentés par le vecteur Ol,
- 2 kg. 700 de viande représentés par le vecteur Ov.

Nous appellerons *caractéristique diététique hebdomadaire* de cette famille la ligne brisée $s t r p l v$ réunissant les extrémités des six vecteurs précités.

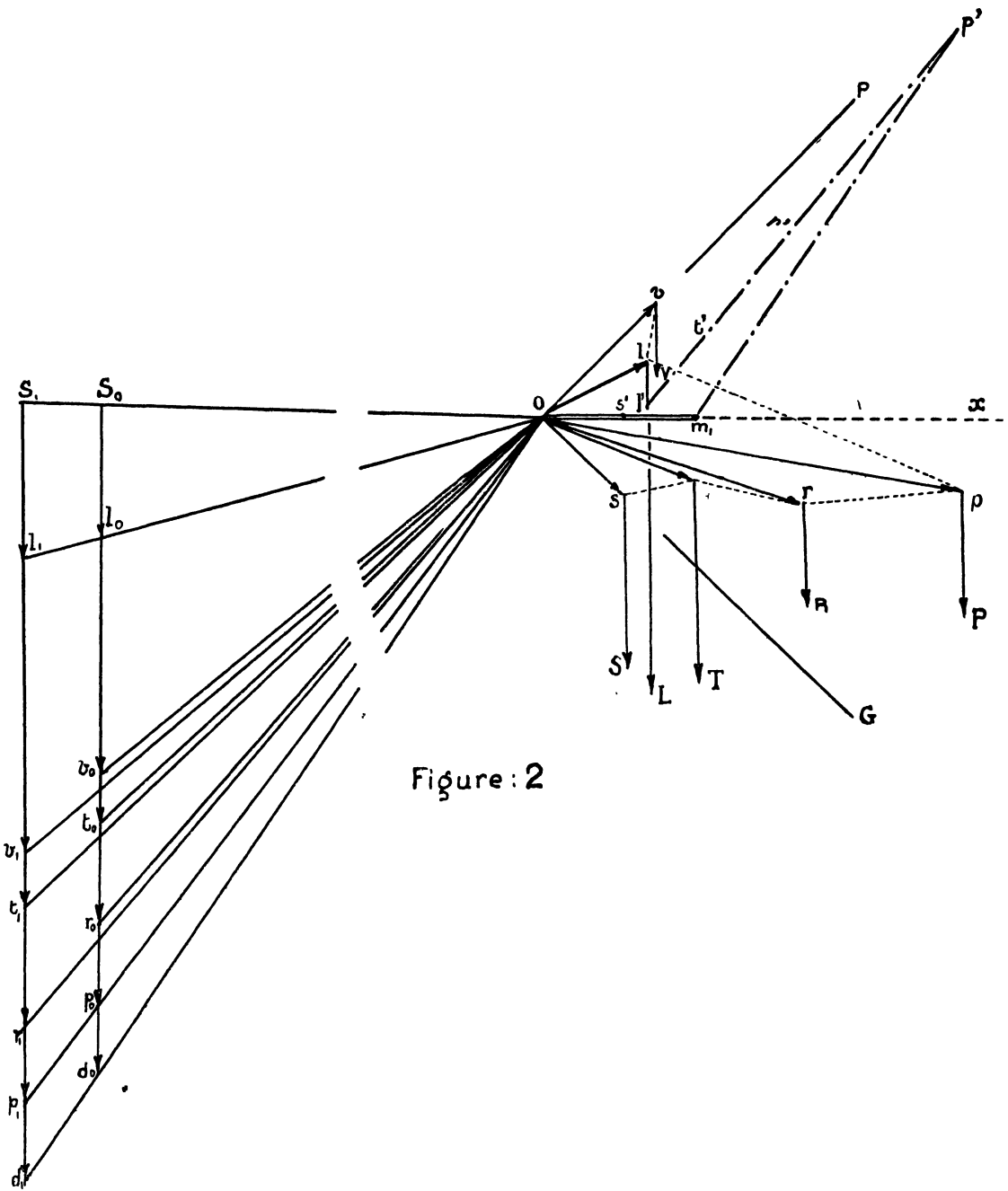


Figure : 2

Nous appellerons *résultante diététique hebdomadaire* la somme géométrique des six vecteurs précités.

VIII. — *Théorème du moment diététique.*

Il résulte évidemment des constructions précédentes que le salaire d'entre-

tien alimentaire nécessaire à la famille ayant la ligne $s t r p l v$ pour caractéristique, est mesuré par la somme des moments des prix diététiques par rapport au point O.

Or, cette somme des moments des prix diététiques peut se mettre sous la forme d'un produit de deux vecteurs.

La somme des moments des vecteurs « prix diététiques » est égale en effet au moment de la résultante de ces vecteurs. Construisons cette résultante qui coupe en m , la bissectrice $x' x$ de l'angle P O G. Pour cette construction, nous reporterons bout à bout en $s_1 l_1 v_1 t_1 r_1 p_1$ les vecteurs sS, lL, vV, tT, rR , et pP en gardant O comme pôle de dynamique, et nous construirons le funiculaire $s' l' v' t' r' p'$.

Nous appellerons $Om_1 = M_1$ le *module diététique hebdomadaire* de la famille considérée, à l'époque E_1 où sa caractéristique est $s t r p l v$;

Nous appellerons $s_1 d_1 = D_1$ l'*indice diététique* des six denrées alimentaires considérées, à l'époque E_1 où les prix du marché ont été notés.

Il résulte de ce qui précède qu'à toute époque le salaire familial d'entretien alimentaire est égal à son moment diététique ; c'est-à-dire au produit du module diététique hebdomadaire de cette famille par l'indice diététique des denrées qu'elle consomme : nous appellerons ce produit le moment diététique hebdomadaire de cette famille.

IX. — *Loi d'indifférence du module diététique aux fluctuations des prix.*

Nous allons démontrer que depuis huit ans — voire même depuis 1914 (fig. 3) — *le module diététique n'a dépendu que de la caractéristique diététique de la famille considérée et est resté indépendant des fluctuations des prix du marché.*

L'importance pratique de cette loi est d'enlever tout caractère d'arbitraire à la préoccupation pratique, indiquée plus haut, de vouloir fixer des attributions indépendantes, d'une part au médecin qui fixe la caractéristique diététique et, par conséquent, le *module* diététique d'une famille; et, d'autre part, à l'observateur des prix qui détermine l'*indice* diététique.

Voici comment cette loi peut être démontrée.

La construction du point m , — dont l'abscisse sur Ox définit le module diététique, — consiste à construire un polygone funiculaire dont chaque côté est parallèle à l'une des lignes du dynamique, telles que Os_1, Ol_1 , etc... et dont chaque sommet a même projection sur Ox que les points s, l , etc...

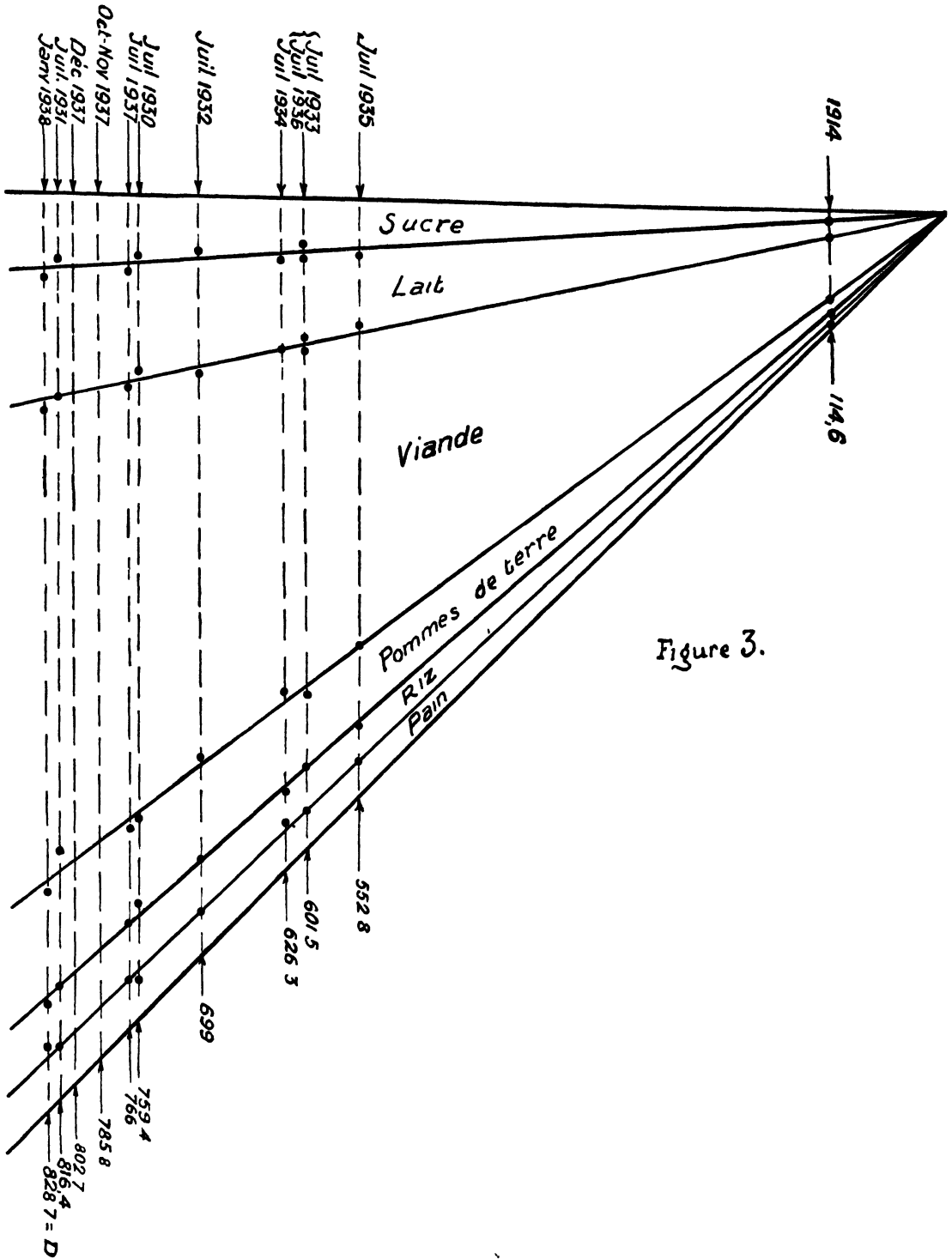
C'est dire que le module diététique reste constant si le polygone funiculaire reste identique à lui-même. Or, ce polygone funiculaire peut rester identique à lui-même à deux conditions :

1° Que les points s, l , etc... ne changent pas de position (cette condition est remplie si la caractéristique diététique reste invariable; c'est-à-dire si le médecin qualifié n'ordonne pas un changement de régime);

2° Que les lignes Os_1, Ol_1 , etc... qui joignent le pôle O aux sommets du dynamique ne changent pas de direction. Cette deuxième condition est-elle remplie?

Nous allons voir qu'on peut s'arranger pour qu'elle le soit très sensiblement. Formons en effet l'indice diététique $s_o d_o = D_o$ à l'époque E_o et arrangeons-

nous pour que ces deux extrémités s'appuient sur les lignes qui joignent le



pôle aux extrémités homologues de l'indice diététique $s_1 d_1 = D_1$, déjà construit pour l'époque E_1 .

Nous constaterons que — sans doute en vertu de la double concurrence des

consommateurs et des producteurs dont il a été parlé plus haut — les points homologues du dynamique s'alignent très sensiblement sur le point O. De ce fait, la construction du funiculaire ne subit qu'une très petite variation entre l'époque E_1 et l'époque E_0 , et le point m ne se déplace guère.

Désireux de faire une vérification plus générale de ce fait d'expérience, nous avons calculé l'indice diététique des six articles précités pour 1914 ainsi que pour 1930 et les années suivantes (tableau III).

Les 13 valeurs ainsi trouvées ont été reportées graphiquement sous forme de vecteurs appuyant leurs extrémités sur les côtés extrêmes d'un même dynamique (fig. 3). On constate que les points intermédiaires s'alignent très sensiblement, eux aussi, par rapport au pôle de ce dynamique.

*
* *

Remarque au sujet de la « dimension » de l'indice diététique.

Il apparaît possible de faire une intéressante distinction entre la « dimension » de l'indice de cherté de vie de la Statistique Générale de la France, et la « dimension de l'indice » diététique dont nous proposons l'emploi.

Avec les notations graphiques que nous avons employées, le premier apparaît comme un rapport sans dimension entre deux aires mesurant à deux époques différentes la valeur nécessaire à la satisfaction d'une certaine somme de besoins, dont les rapports *en valeur* ont été estimés une fois pour toutes, et peut-être un peu arbitrairement, correspondre à ceux d'une famille de quatre personnes. Le choix de l'année de référence introduit un autre arbitraire.

L'indice diététique apparaît au contraire comme un vecteur géométrique; il est objectivement défini, à un coefficient constant près, aussitôt que sont connus les prix, et les teneurs en protéines et glucides des aliments auxquels il se rapporte.

Ce vecteur est la somme des vecteurs que nous avons appelés prix diététiques de chacun de ces aliments.

Le rapport de chacun de ces vecteurs à leur somme, — nous l'avons appelé « prix absolu » dans le tableau III, — est resté remarquablement constant dans une période aussi troublée et riche en expériences économiques, sociales et politiques que celle qui s'est écoulée entre 1914 et 1938.

Conclusion.

En résumé, l'inquiétude et même dans beaucoup de cas, la famine ouvrière (qui est le mobile profond des revendications apparues dans diverses régions); d'autre part, le marasme de l'esprit d'entreprise chez les chefs, de l'esprit d'émulation chez les subordonnés, de l'espoir de vivre et de fonder une famille chez les jeunes : ces deux phénomènes sont les deux faces d'une question mal résolue. Celle d'un système d'échelle mobile des salaires actuellement basé, dans la plupart des contrats collectifs et des arbitrages en vigueur, sur un instrument de mesure qui est « bon à autre chose », mais *n'est pas fait pour cela*, « l'indice de cherté de vie de la famille fictive de quatre personnes » de la S. G. F.

TABLEAU III
Indice diététique de six aliments de base.

	Juillet											
	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	
Sucre.												
Prix courant (1)	4,60	3,35	3,55	3,95	4,05	4	4,05	4,05	4,05	4,07	0,75	
(× 14,14) (2)	65	47,5	50	56	57	56,7	57	57	57	57,5	10,6	
diététique absolu (3)	8,50	7,90	9,06	8,95	9,50	8,10	9,50	9,50	9,50	7,59	9,25	
Lait												
Prix courant	1,60	1,20	1,10	1,30	1,30	1,50	1,30	1,30	1,50	1,50	0,25	
(× 68) diététique absolu	109	81,5	74,8	88,5	88,5	102	88,5	88,5	102	102	17	
	14,3	13,5	13,5	14,1	14,6	14,6	14,7	14,7	12,5	13,5	14,8	
Viande de bœuf												
c . . .	31,35	23,70	20,65	21,65	23	25,85	326	25,85	31,15	30,61	3,80	
(× 14,14) d . . .	444	336	293	307	49	365	54,3	365	441	434	53,8	
a . . .	54,7	55,8	58	49	52,3	52,3	54,3	52,3	54	57,2	47	
Pomme de terre												
c . . .	1,05	1,09	1,13	1,65	1	1,40	65,8	1,40	1,85	1,12	0,25	
(× 65,90) d . . .	69	71,7	74,2	108	17,3	92	10,9	92	121,5	73,7	16,4	
a . . .	9	11,9	13,4	17,3	14,9	13,2	10,9	13,2	14,9	9,7	14,4	
Riz												
c . . .	3,65	3,30	3,05	3,05	3,10	4,10	37,7	4,10	4,80	4,97	0,90	
(× 12,15) d . . .	44	41,4	37	37	37,7	49,9	6,3	49,9	58,4	60,5	19	
a . . .	5,75	6,88	6,7	5,9	6,3	7,15	6,3	7,15	8	8	9,5	
Pain												
c . . .	2,35	1,63	1,60	2	1,75	2,25	26	2,25	2,45	2,13	0,40	
(× 14,90) d . . .	35	24,2	23,8	20,8	26	33,4	4,82	33,4	36,5	31,7	5,95	
a . . .	4,77	4,02	4,3	4,75	4,82	4,79	4,82	4,79	4,46	4,18	5,2	
Indice (4)												
diététique D =	828,7	602,3	552,8	626,3	601	699	601	699	816,4	759,4	114,6	
Indice Sauvy i =	669	469	443	489	503	530	503	530	587	—	—	
(C.P.E.E.)	1,24	1,28	1,24	1,29	1,19	1,82	1,19	1,82	1,88	—	—	
D: i =												

(1) Prix courants de la S. C. F. pour la région parisienne (détail).
 (2) Coefficients diététiques établis par le tableau II.
 (3) Prix absolu = indice diététique.
 (4) Indice diététique = Σ (prix diététiques).

Ce qu'il faut, pour rassurer à sa base l'inquiétude ouvrière, c'est une double échelle de salaires.

D'une part, un salaire de subsistance, à échelle mobile automatique, qui aurait pour partie fondamentale un produit de deux facteurs : l'indice diététique, définissant des aliments d'une certaine qualité physiologique, payés sur un certain marché; et le module familial, laissé à la diligence, voire à l'examen contradictoire d'hygiénistes, de médecins, d'assistantes sociales.

D'autre part, un salaire d'émulation permettant de faire face aux dépenses non strictement indispensables à la vie : son établissement, ses variations mêmes, la consolidation définitive de certains de ses éléments sont des questions qui relèvent de la psychologie du commandement, limité peut-être par certaines conditions relatives au recrutement des uns, à la concurrence des autres; et si elles exigent dans le travail certaines convergences de points de vue en l'absence desquelles la sanction occasionnelle ne peut être exclue, elles n'exigent pas la terrible et permanente inquiétude pour le pain quotidien.

En terminant cet exposé, nous ne voulons pas manquer de remercier M. André Mayer, professeur de physiologie expérimentale au Collège de France, qui nous a engagé, en février 1936, à utiliser, pour des fins économiques et sociales, l'immense documentation réunie à ce jour sur l'alimentation humaine.

Nous voulons remercier aussi M^{lle} Desmoulin, directrice de l'Enseignement ménager au Service social de la Caisse de compensation de la région parisienne. La conférence qu'elle a faite l'hiver dernier sur « le budget de la famille ouvrière » (1) contenait de précieux éléments, qu'elle a bien voulu compléter pour nous par un ou deux entretiens et que nous avons été heureux de pouvoir utiliser dans le présent exposé.

Enfin, *the last but not the least*, nous ne devons pas manquer de remercier notre éminent président M. François Divisia. A une époque où nous n'avions pas l'honneur d'être connu de lui, la lecture de ses articles de la *Revue d'Économie politique* de 1925-1926 était recommandée par M. Aupetit à ses élèves de la rue Saint-Guillaume, dont nous faisons partie. L'idée de représenter les valeurs par des aires, puis par des moments; celle, que nous avons exposée ailleurs (2), de représenter un bilan de fabrication par une épure géométrique, doivent certainement beaucoup aux décompositions algébriques contenues dans les recherches de notre éminent président sur l'indice monétaire et la théorie de la monnaie : le passage du calcul algébrique au calcul vectoriel ne fait qu'apporter ici ce qu'il apporte toujours, la conservation de propriétés projectives particulières dont le choix nous a été suggéré, comme nous l'avons dit, par M. André Mayer et M^{lle} Desmoulin, et l'agencement, par les premiers écrits économiques de notre cher président; qu'ils nous permettent de les remercier ici tous trois très chaleureusement.

Robert JARRY.

(1) Conférences de Service social, Édition sociale Française, 31, rue Guyot.

(2) La représentation cartésienne du fait social (Exposé de dynamique sociale, chez Hermann, 1936).

DISCUSSION

M. le PRÉSIDENT, après avoir remercié M. Jarry de son intéressante communication, ouvre la discussion :

M. André MAYER, professeur de physiologie au Collège de France, fait connaître qu'il a suivi avec intérêt les études qui ont amené M. Jarry aux résultats exposés ce soir. La science de la nutrition est assez avancée, pour qu'on puisse déterminer les besoins diététiques de l'Homme : besoins globaux en calories, qui varient suivant la température extérieure et l'intensité du travail musculaire; besoins en protéines, glucides et graisses; et enfin besoins en aliments dont l'organisme ne sait pas faire la synthèse comme certains acides aminés, certaines vitamines, enfin besoin en composés minéraux. La Commission d'experts de la S. D. N. a déterminé une série de « normes » qui expriment ces divers besoins suivant l'âge et l'intensité du travail. Il est donc possible de préciser le besoin minimum vital, et de fonder sur ce besoin un salaire de base, comme l'a tenté M. Jarry.

Pour ce qui est du rapport constant entre les prix des aliments fondamentaux constaté par M. Jarry, peut-être s'explique-t-il par le fait que les habitudes alimentaires ne changent que très lentement. Elles changent : la consommation de pain diminue, par exemple, comme conséquence de la diminution des gros travaux manuels; mais le phénomène est très lent et le choix des consommateurs se porte en moyenne, à peu près dans la même proportion sur les aliments fondamentaux. Enfin, il faut ajouter que les valeurs aberrantes trouvées pour la pomme de terre correspondent à deux « accidents » du marché de celle-ci, dus à un changement de taxation étrangère et à l'apparition de maladies.

Le Dr ICHOK attire l'attention sur le fait que, parmi les produits de base, retenus par l'étude, si instructive, de M. Jarry, ainsi que dans les autres enquêtes sur le budget familial, il n'est pas question de l'alcool, dont la consommation joue, malheureusement, un rôle relativement grand, aussi bien en France qu'à l'étranger, parmi les diverses couches de la population, et même celles très pauvres. L'abus de ces boissons provoque un déséquilibre dans le budget familial, dont le mécanisme se trouve altéré, d'une manière profonde. Si l'on voulait y prêter l'attention nécessaire, en luttant contre des habitudes enracinées, et des funestes préjugés alimentaires de toutes sortes, on ferait œuvre de salubrité publique, dont tireraient profit, notamment, les bourses les plus modiques et, en particulier les chômeurs.

M. JARRY indique que dans la recherche d'une explication au maintien de rapports permanents entre les prix qu'il a étudiés, il ne faut pas perdre de vue, — à travers chaque denrée, — la nature du statut économique et même politique de chacun de ceux qui contribuent à sa production. Il est utile de savoir par quels organes de tutelle se trouvent protégées des spécialisations individuelles laborieusement acquises et d'autant plus précieuses à défendre contre le désordre. En France, la forte représentation politique et économique des intérêts professionnels de l'agriculture et de l'élevage corrige immédiatement toute incidence éventuelle du commerce international sur le marché intérieur de l'alimentation. Il est difficile de s'expliquer autrement que le prix du riz, denrée exotique, ait oscillé entre 13 et 3 dollars le quintal sur

le marché de Saïgon entre 1930 et 1933 (1), et soit resté au contraire sur notre marché de détail dans un rapport remarquablement constant avec ceux du pain, du sucre, de la viande et du lait : ceux-ci, pendant cette même période, n'ont au contraire perdu qu'un quart de leur valeur.

En présence des variations des prix mondiaux, il croit constater des réactions internes de conservation qui ont une origine professionnelle, tendant à maintenir les possibilités d'emploi des spécialisations nationales.

M. FRANÇOIS pense que ce qui vient d'être indiqué est exact, pour les grands produits nationaux, mais l'est beaucoup moins pour les produits secondaires locaux, et il cite le cas de la sardine bretonne.

M. FRANÇOIS est soutenu dans cet exposé par M. Jarry, qui a pu constater que si les équipages de grande pêche sont défendus par le fait de leur communauté d'intérêts avec les Compagnies d'armement qui les emploient, il n'en est pas de même dans les ports de petite pêche de la côte sud-ouest du Finistère; les institutions locales y ferment pratiquement tout débouché au poisson pêché économiquement, c'est-à-dire par les pêcheurs habiles à se servir de leurs voiles. C'est avec le premier bateau rentré, c'est-à-dire avec le plus rapide que le mareyeur a le droit de traiter sans enchères. La pêche même médiocre du possesseur d'un moteur surpuissant fait prime par rapport à celle d'un bon navigateur à voile qui ne trouvera pas acheteur. Une Caisse de Crédit maritime facilite l'achat à crédit de pinasses tenant mal la mer, et équipées de moteurs surpuissants gros consommateurs de gaz-oil acheté également à crédit. Enfin, il y a dix ans, la pêche achetée à cette population endettée ne s'écoulait que difficilement par une ligne d'intérêt local ne laissant pas transiter les wagons frigorifiques. M. Jarry estime que ces denrées, déjà mal vendues par la sous-offre d'un mauvais crédit, auraient pu au moins s'écouler à la faveur d'une opération de crédit « sain » aménageant le marché, le stockage et le transport de la pêche; s'il n'en est pas ainsi, et si l'abondance locale d'une pêche mal vendue vient peser périodiquement sur les marchés locaux de viande de boucherie, c'est à une mauvaise orientation de l'organisation locale du travail et de la saine émulation professionnelle qu'il pense devoir l'attribuer.

M. LEPRINCE-RINGUET fait observer que, si l'on se réfère aux constatations de M. Jarry, un seul chiffre - indice pourrait être donné, pour indiquer les fluctuations de prix, tandis que l'indice de la Statistique Générale de la France comprend plusieurs produits alimentaires d'importance pondérée. Il lui semble qu'il vaut encore mieux prendre cette moyenne, même si la pondération opérée ne s'ajuste pas exactement aux besoins diététiques.

M. JARRY précise que dans sa pensée un indice applicable quantitativement à un barème de salaires de subsistance doit obligatoirement comporter les prix de plusieurs denrées, et le nombre de six qu'il a donné lui paraît même un minimum. Un tel indice doit pouvoir se modeler à tous les cas d'espèce, et c'est l'intérêt de faire intervenir le régime optimum de chacun à travers ce qui a été appelé le module familial. En outre, il insiste sur le fait qu'en pondérant des prix, on rattache implicitement leur importance relative à quelque chose : il

(1) M. Paul BERNARD, *Le Problème économique indochinois*, p. 123 (Nouvelles Éditions Latines, 1934).

croit normal que ce soit à l'économie interne de l'organisme humain, et c'est ce qu'il a tenté de faire ce soir.

Sans vouloir résumer toute la communication de M. Jarry et les débats auxquels elle a donné lieu, le Président DIVISIA croit devoir s'arrêter sur les deux points qui l'ont le plus particulièrement frappé dans cette communication : d'une part, la représentation originale, par des vecteurs, de la composition d'un programme alimentaire — il y a là un procédé, nouveau en pareille matière, dont le principe, très général, paraît à la fois commode et fécond —; d'autre part, la loi d'observation suivant laquelle les prix des composantes habituelles d'un tel programme varient d'une façon très sensiblement proportionnelle. Cette loi paraît extrêmement importante; en particulier, si elle se trouvait vérifiée d'une façon générale, la question de la composition des indices correspondants perdrait de son intérêt. De toute façon, l'explication d'une telle loi serait utile. Le fait, invoqué par M. MAYER, d'une très grande constance dans les habitudes de consommation, est sans doute pour beaucoup dans cette explication, mais les prix sont dominés tout autant que par les circonstances de la demande, par celles de l'offre, et il est remarquable que ces dernières n'aient produit que deux écarts appréciables, pendant toute la période déjà longue étudiée par M. Jarry. On peut observer que, durant cette période, les variations des prix des denrées alimentaires en France ont été constamment sous le coup d'une influence commune, la variation monétaire; il est possible que cette influence commune ait masqué des variations disparates de moindre importance, qui pourraient se faire jour en d'autres circonstances; à cet égard, une extension des investigations à d'autres époques ne manquerait pas d'utilité.

En terminant, M. DIVISIA tient à souligner l'intérêt de la communication de M. Jarry et des interventions qui l'ont suivie; il remercie à nouveau l'orateur et toutes les personnes qui ont pris la parole après lui, particulièrement M. le professeur Mayer, qui a bien voulu apporter le précieux concours de sa haute compétence.

M. René ROY, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, professeur à l'Institut de Statistique de Paris, n'ayant pu assister à la conférence de M. Jarry, nous a adressé les observations suivantes :

1^o Le conférencier donne certaines indications intéressantes sur deux questions particulières, qui ne constituent pas l'objet propre de sa communication, mais que nous croyons devoir consigner à raison de leur importance :

a) Il montre que les relèvements de salaires opérés depuis le second semestre de 1936 ont réduit l'écart entre la rémunération du manoeuvre et celle de l'ouvrier qualifié.

b) Il montre également que ces mêmes relèvements ont eu pour conséquence d'exagérer encore la disproportion entre la situation matérielle des ouvriers célibataires ou sans enfant, et celle des chefs de famille.

Si, pour la première de ces questions, le rétablissement d'une marge suffisante peut être obtenu par le retour plus ou moins complet au libre jeu de l'offre et de la demande, il n'en va pas ainsi de la seconde, qui, à notre sens, pose un problème d'intervention à caractère social, échappant au mécanisme général de la détermination des prix.

Il est d'ailleurs tout à fait regrettable de constater qu'au lieu d'avoir été utilisé pour apporter plus d'équité dans la différenciation des salaires ou traitements, selon l'importance des charges de famille, le mouvement des rémunérations au cours de ces dernières années a, au contraire, aggravé l'infériorité de la condition matérielle des chefs de famille. L'État lui-même a donné l'exemple, puisque les allocations familiales de ses fonctionnaires n'ont été relevées que de 20 %, tandis que la rémunération des agents subalternes était relevée de 40 %. Cette politique est d'autant moins explicable que la gravité du problème démographique en France n'est plus le fait exclusif des spécialistes et paraît même avoir quelque peu retenu l'attention des Pouvoirs publics.

2° L'essentiel de la communication peut se résumer ainsi :

« La *subsistance alimentaire* de la famille est une question nationale. Le salaire complémentaire de chaque travailleur est une question de commandement dans l'entreprise, et de « fair play » entre les entreprises concurrentes ».

L'intéressante présentation de M. Jarry, qui établit la décomposition du salaire en deux éléments, repose sur un postulatum implicite : la partie vitale du salaire dépend exclusivement de l'alimentation. Bien que fréquemment admis dans certaines classes de la société française, ce point de vue nous paraît difficile à soutenir, car le minimum d'existence est commandé par d'autres éléments que les besoins d'alimentation ; le salaire vital devrait donc dépendre non seulement de l'alimentation, mais encore du logement, de l'hygiène générale, du climat, du vêtement, des loisirs, etc.... Au seul élément alimentaire devrait donc être substitué un salaire vital à forme complexe.

La thèse de M. Jarry apparaît ainsi comme une première approximation, rendue possible par l'état actuel de nos connaissances dans le domaine de la physiologie alimentaire.

3° De même qu'il existe, dans le domaine du choix, des surfaces d'ophélimité, il doit exister en physiologie des surfaces répondant à un optimum. Le travail de M. Jarry est une tentative d'ajustement entre ces deux espèces de surfaces ; mais, outre l'observation précédente, relative à l'intervention exclusive de l'alimentation, la solution exposée implique la référence à une surface d'ophélimité moyenne et sans doute aussi à une surface d'optimum physiologique moyen, tandis qu'en fait, ces deux concepts ne valent que dans le domaine individuel. C'est là une difficulté à laquelle se heurtent ceux qui se proposent d'utiliser la notion d'ophélimité.

4° Dans certaines études récentes, quelques auteurs se sont proposé de comparer les indices de prix dans le temps ou dans l'espace en faisant intervenir les surfaces d'ophélimité ; mais les indices considérés à partir de ces données, se trouvent définis par des inégalités, ce qui marque bien le caractère approximatif des résultats acquis. L'indice diététique de M. Jarry est au contraire défini sans ambiguïté, ce qui peut tenir, soit à une approximation implicite dans l'interprétation des résultats de l'observation, soit à la nature même du domaine physiologique, qui se prêterait à une précision plus grande que le domaine du choix.

5° Nous signalons en dernier lieu un point secondaire, tout au moins dans l'ordre théorique :

L'auteur de la communication ne met pas en doute la possibilité d'assurer

à tous le minimum d'existence par l'adoption d'une échelle mobile appliquée proportionnellement aux salaires-alimentation.

Or, rien ne permet d'affirmer *a priori* qu'en l'état actuel de nos ressources et de notre organisation économique, il soit possible d'allouer ce minimum vital qui est déterminé par la physiologie, abstraction faite par conséquent de toute considération économique.

René Roy.
